



## Introduction

Muriel Gomez-Perez

To cite this article: Muriel Gomez-Perez (2016) Introduction, Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines, 50:1, 1-5, DOI: [10.1080/00083968.2016.1179520](https://doi.org/10.1080/00083968.2016.1179520)

To link to this article: <https://doi.org/10.1080/00083968.2016.1179520>



Published online: 13 May 2016.



Submit your article to this journal [↗](#)



Article views: 342



View related articles [↗](#)



View Crossmark data [↗](#)

## Introduction

Muriel Gomez-Perez

Département des sciences historiques, Université Laval, Québec, Canada

Le Burkina Faso a fait l'objet, ces deux dernières années, d'une couverture médiatique importante, à la suite de trois événements qui ont défrayé la chronique. D'abord, après près de trente ans de pouvoir, le président du pays, Blaise Compaoré, est obligé de démissionner le 31 octobre 2014 et de fuir devant une insurrection populaire contre le projet gouvernemental de révision de la constitution qui lui aurait permis de briguer un nouveau mandat présidentiel en 2015. Cet événement a surpris plus d'un observateur par sa rapidité et par son résultat dans la mesure où le pays avait déjà connu des protestations de grande ampleur et ce, de façon récurrente depuis plusieurs décennies, notamment suite à des déguerpissements urbains (Audet-Gosselin 2012; Biehler et Le Bris 2010; Hilgers 2008), à l'assassinat du journaliste d'investigation Norbert Zongo en 1998, aux abus des responsables locaux et à la mort d'un collégien, Justin Zongo, dans un commissariat en 2011. Bien que le climat social soit devenu de plus en plus tendu, tous ces mouvements de protestation n'avaient pas permis d'aboutir à la chute de Blaise Compaoré (Hilgers et Loada, 2013), celui-ci parvenant à reprendre les choses en main et à instrumentaliser une partie des représentants religieux.

Par ailleurs, la chute de Compaoré et la confusion qui s'en est suivie a permis au Régiment de sécurité présidentielle (RSP) de s'emparer du pouvoir et ce n'est que sous la pression populaire et internationale que des négociations se sont déroulées auxquelles ont participé les autorités religieuses; cela s'est soldé par l'adoption d'une charte de la transition le 16 novembre 2014. En dépit du fait que cette année de transition se soit soldée par la victoire de Roch Marc Chritian Kaboré, ancien cacique du parti de Compaoré, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), et par son investiture le 29 décembre 2015, le pays demeure fragilisé; l'année de transition a été minée par la question du futur du RSP et le putsch manqué perpétré par un des bras droit du président déchu et ancien patron du RSP, le général Gilbert Diendéré.

Aussi, alors que le nouveau gouvernement venait à peine d'être formé, le cœur de la capitale de Ouagadougou est frappé par des actes terroristes revendiqués par Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI) le 16 janvier 2016 qui s'est soldé par 30 morts; ces attaques ont suscité un grand émoi au sein de la population en raison de leur ampleur et de leur caractère inédit dans un pays où les populations de différentes confessions sont habituées à vivre en communion. Certes, des tensions ont pu émerger ici et là; par exemple au sein de la communauté musulmane, depuis les années 1970, des conflits ouverts se sont soldés par notamment la fermeture de mosquées gérées par l'association Mouvement sunnite (MS). Il n'en demeure pas moins que ces actes terroristes à Ouagadougou, plus meurtriers que ceux

perpétrés à Bamako en novembre 2015, ont poussé des grandes figures du MS, peu enclins en temps ordinaire à réagir à l'actualité, à signifier leur opposition ferme devant de tels actes de violence.

À travers ces trois événements, nous voyons que les milieux religieux ont participé peu ou prou à cette actualité dans un pays traditionnellement considéré comme étant très influencé par le poids de l'Église et qui a vu la communauté musulmane être encadrée, depuis plusieurs décennies, par des figures confrériques (tijanes et hamallistes) (Dassetto, Laurent, et Ouédraogo 2013) et être traversée par d'autres courants tels que le wahhabisme depuis les années 1970 (Cissé 2009); le pays est aussi de plus en plus influencé par les néo-pentecôtistes qui connaissent une forte ascension (Fancello 2007; Laurent 2009). Le Burkina Faso est ainsi un laboratoire des dynamiques religieuses des plus intéressantes à observer et à analyser.

Au vu de cette réalité religieuse composite et en rapide évolution, ce dossier offre plusieurs regards qui se complètent et s'entrecroisent à partir d'enquêtes de terrain, de collectes de trajectoires de vie et d'une analyse d'archives privées et de la presse burkinabè. Il est proposé une analyse de l'actualité autour du débat au sujet de la réforme de la constitution – les articles de Madore et de Van Vyve se répondent et se complètent dans ce sens – à travers les prises de position de différentes associations islamiques telles que l'Association des élèves et étudiants du Burkina Faso (AEEMB), le Cercle d'études, de recherches et de formation islamiques (CERFI), la Fédération des associations islamiques du Burkina (FAIB) et l'Église dans l'espace public. L'objectif est de voir comment les stratégies des communautés religieuses se déclinent et peuvent osciller entre apolitisme, subordination voire soumission au pouvoir et opposition feutrée ou de plus en plus ouverte. L'analyse de ces stratégies et des débats qui les accompagnent permet aussi de discuter des processus d'autorité en religion et de débattre de la légitimité de leaders lorsque ceux-ci se soumettent au pouvoir en place; en filigrane, cela invite à déconstruire les relations intergénérationnelles en décryptant les rapports entre jeunes et leurs leaders (Van Vyve) ou entre structure fédérative et associations membres (Madore).

Par ailleurs, deux auteurs examinent de près les effets de la prolifération récente des médias islamiques et analysent dans quelle mesure des figures francisantes masculines (Madore) et des prêchuses arabisantes (Gomez-Perez) gagnent en visibilité mais aussi en légitimité. Pour autant, ces deux auteurs démontrent que cette mise en visibilité conduit à des situations paradoxales. Cette médiatisation ne conduit pas nécessairement à des discours novateurs voire audacieux de la part de la plupart des imams et prêchures alors que, du côté des prêchuses, ce constat doit être plus nuancé dans la mesure où leurs discours offrent un plus large éventail des possibles. Il n'en demeure pas moins que, les musulmans francisants parviennent à faire la différence et se posent du même coup en guides spirituels qui n'ont pas à pâlir devant leurs coreligionnaires arabisants: ils traitent de questions qui touchent beaucoup de musulmans telles que l'organisation du *hajj*, ils appellent à aller voter, ils forment, de manière détournée, de leurs vœux une bonne gouvernance, ils se font les chantres de la moralisation des mœurs, ils marquent leur opposition à une trop grande soumission vis-à-vis du pouvoir. Gomez-Perez, quant à elle, identifie d'une part les grandes figures féminines de l'activisme islamique depuis le début des années 1970 lorsque les figures pionnières ont émergé et d'autre part, analyse les grandes lignes de leurs discours. Les trajectoires des prêchuses arabisantes rendent compte d'une capacité d'autonomisation, d'une *agency* en évolution mais qui connaît aussi des limites. Trois types de discours émergent et se côtoient qui rendent compte d'une *da'wa* féminine à géométrie variable. Certaines femmes

défendent des discours où sont priorisées les obligations religieuses afin que chaque femme devienne une “bonne musulmane” c’est-à-dire une bonne pratiquante, une bonne épouse et une bonne mère avec à la clé un modèle traditionnel de la famille (l’homme comme chef de famille et la femme à ses côtés ayant pour principal rôle de faire perdurer l’harmonie dans la famille). Il reste que la formation religieuse plus poussée des femmes, à mesure que les *madrasa* se sont modernisées depuis les années 1980–1990, a conduit certaines prêcheuses à sortir des sentiers battus en traitant de nouveaux sujets et en proposant une relecture des relations de genre qui passe dorénavant par les obligations du sexe masculin jusqu’à initier une relecture des normes sociales. Cette évolution touche à la fois des femmes âgées d’une quarantaine d’années que des femmes plus jeunes dans la vingtaine. Enfin, d’autres femmes se placent dans un entre-deux, signe que le processus de mutations idéologiques et sociales dans ce milieu est encore en pleine évolution. Ces trois types de discours montrent aussi dans quelle mesure les arabisantes ne sont pas des figures monolithiques mais qu’elles expérimentent plusieurs voies parallèles et deviennent des actrices religieuses en phase ascendante qui inspirent les femmes mais aussi attirent l’attention des hommes.

Les articles de Kane et de Couillard se font aussi écho dans la mesure où les deux auteurs analysent les stratégies de l’Église vis-à-vis du pouvoir tout en prenant des angles d’analyse différents. À partir des représentations que se font les catholiques burkinabè d’eux-mêmes et de leur influence sur les milieux du pouvoir et de décision, c’est toute la question du contrôle de l’appareil d’État par une “minorité religieuse dominante” qui est mise de l’avant. À partir de cette lecture, sont déclinées les destinées des hommes politiques en fonction de leurs actes posés conformément ou non aux préceptes de l’Église, manière d’affirmer que l’histoire du pays est représentée par plusieurs catholiques comme étant intrinsèquement liée à “l’Esprit du christianisme.” Parallèlement à cette analyse, Couillard montre l’évolution des relations entre les acteurs religieux (l’Église et associations et promoteurs islamiques) et l’État à travers la double question de l’enseignement et de la santé dans deux arrondissements de Ouagadougou (Baskuy, un secteur central, et Bogodogo, un secteur plus éloigné). Ceci permet de rendre compte des frictions, voire des tensions, mais aussi des rapprochements entre les acteurs religieux et l’État entre 1987 et 2010. Cette déclinaison de prises de position révèle à quel point les acteurs religieux affichent une *agency* différenciée. L’Église montre très clairement une plus grande dynamique, un plus grand maillage dans le tissu urbain et du même coup une plus grande crédibilité auprès des autorités étatiques qui conduit par là-même à un renforcement du partenariat entre ces deux acteurs après 1998. Pour autant les relations entre l’Église et l’État n’ont pas été linéaires et certains dossiers ont conduit à des tensions majeures qui ont dévoilé la grande capacité de négociation des acteurs catholiques comme le révèle très bien Couillard. Les acteurs musulmans, quant à eux, rencontrent plusieurs difficultés pour faire reconnaître leurs établissements scolaires et de santé et restent quelque peu à la traîne bien qu’ils témoignent de plus en plus de créativité et de flexibilité sur le terrain. Il reste que ces acteurs font face à deux contraintes qui demeurent très présentes jusqu’à aujourd’hui: d’une part, ils ne parviennent pas à gagner en cohésion, ce qui fragilise leur position et du même coup mine leur potentiel à influencer les décisions de l’État, celui-ci ne plaçant pas ces acteurs sur un même pied d’égalité que l’Église notamment dans le secteur éducatif; d’autre part, ils ont subi une forte diminution des subventions de la part des ONG arabes depuis les attentats du 11 septembre 2001, et ces dernières ont fait d’autres choix ce qui a conduit certains leaders confrériques à s’engager plus directement dans l’action sociale (cas de Cheikh Doukouré par exemple).

Finalement, deux auteurs (Kane et Audet-Gosselin) réinterrogent l'image selon laquelle le Burkina Faso serait un havre de paix entre les différentes communautés religieuses. En effet, Kane analyse le jeu complexe des représentations que se font les catholiques des protestants et leurs lectures de la montée de l'islamisme. La méfiance voire la peur nourrissent ces représentations et rendent compte aussi d'un jeu de compétition entre les groupes religieux (catholiques vs. protestants) dans la mesure où les catholiques craignent que leur légitimité auprès de l'État soit mise en danger par l'ascension des protestants. À cela se profile une double crainte de la part des catholiques: d'une part, celle de voir la fin de la tolérance religieuse avec l'ascension du wahhabisme notamment et d'autre part, celle de constater l'influence sociale de ce courant se muer en influence politique. Dans ce contexte, certains catholiques plaident pour une intervention plus ferme de l'État dans les affaires religieuses. Audet-Gosselin, quant à lui, analyse d'une part l'ambivalence des prises de position des acteurs religieux dans l'espace public et d'autre part, comment les jeunes musulmans, catholiques et pentecôtistes s'approprient ou non le dialogue interreligieux dans la capitale, Ouagadougou. Au-delà du fait que chacun des acteurs religieux prône la tolérance gage de la cohésion sociale, il reste qu'à regarder de plus près, chaque courant met son énergie à mener des actions de conversion sur le terrain. Dans cette perspective, apparaît un décalage entre les principes de tolérance promus par la hiérarchie et les aspirations prosélytes de la part de membres de base (milieux catholiques et pentecôtistes). La situation apparaît plus complexe au sein de la communauté musulmane: alors que l'AEEMB semble vouloir prôner la tolérance, les milieux salafistes, tout en condamnant fermement les actes des djihadistes dans différentes régions du monde, proposent une lecture littéraliste des textes fondamentaux de l'islam dans laquelle le dialogue islamo-chrétien est égratigné voire clairement remis en cause. C'est ainsi que le dialogue interreligieux devient de plus en plus une chimère dans certains cas. Pour autant, la réalité est mouvante: l'école peut être un lieu où se consolident et se perpétuent des relations de dialogue mais il reste que se construit aussi un clivage dans les modes de socialisation et de sociabilité entre les jeunes formés dans les écoles publiques et les écoles privées religieuses, ce qui influe sur le regard qui est porté sur l'Autre. L'analyse du vécu des jeunes et de leurs trajectoires permet aussi d'aller plus en creux pour révéler l'existence d'un clivage entre les membres de différentes associations musulmanes, entre jeunes issus de familles traditionnellement musulmanes et ceux en rupture de ban avec elles dans lesquels se retrouvent les convertis, entre jeunes et institutions/figures d'autorités islamiques.

Dans un pays, le Burkina Faso, soudainement mis au devant de la scène politico-sécuritaire sahélienne, où les identités religieuses jouent un rôle certain, ce dossier, en définitive, permet d'observer le religieux sous différentes facettes afin de rendre compte de réalités sociales complexes. Ceci ne peut être possible qu'à travers des analyses au cas par cas auxquelles s'est attaché chaque auteur au fil d'enquêtes de terrain minutieuses.

## Bibliographie

- Audet-Gosselin, Louis. 2012. *Le projet ZACA: Marginalisation, résistances et reconfigurations de l'islam à Ouagadougou, 2001–2006*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Biehler, Alexandra, et Émile Le Bris. 2010. "Les formes d'opposition aux politiques de la ville à Ouagadougou", Mathieu Hilgers et Jacinthe Mazzocchetti, (dir.), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala 2010: 133–150.

- Cissé, Issa. 2009. "Le wahhabisme au Burkina Faso : Dynamique interne d'un mouvement islamique réformiste." *Cahiers du CERLESHS* 33: 1–33.
- Dassetto, Felice, Pierre-Joseph Laurent, et Tasséré Ouédraogo. 2013. *Un islam confrérique au Burkina Faso: Actualité et mémoire autour d'une branche de la Tidjaniyya*. Paris: Karthala.
- Fancello, Sandra. 2007. "Les défis du pentecôtisme en pays musulman (Burkina Faso, Mali)." *Journal des africanistes* 77 (1): 29–54.
- Hilgers, Mathieu, et Augustin Loada. 2013. "Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso." *Politique africaine* 3 (N° 131): 187–208.
- Hilgers, Mathieu. 2008. "Politiques urbaines, contestation et décentralisation. Lotissement et représentations sociales au Burkina Faso." *Autrepart* 47: 209–226.
- Laurent, Pierre-Joseph. 2009. *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*. Paris: IRD et Karthala.